

Manifestons ensemble

Le 1^{er} MAI

Rassemblement à 10 heures devant la gare de Guéret

Le gouvernement et le patronat préparent une nouvelle réforme des retraites avec l'objectif de 3 nouveaux reculs sociaux :

- ✓ Recul de l'âge de départ à 62 ou 63 ans.
- ✓ Augmentation de la durée de cotisation pour avoir droit à la retraite à taux plein.
- ✓ Baisse du niveau des pensions de retraite.

Faire échec à ces 3 reculs inacceptables

Reculer l'âge de départ à la retraite ?

- C'est essayer de garder les anciens au travail alors que les jeunes restent au chômage et galèrent dans les petits boulots en intérim.
- C'est imposer une retraite au rabais pour tous ceux qui ont été usés par des travaux pénibles et ne pourront pas travailler au-delà de 60 ans.
- C'est laisser dans la précarité les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans, qui, après un licenciement, n'ont quasiment plus de chance de retrouver un boulot !



Allonger la durée de cotisation ?

- C'est amener de plus en plus de travailleurs à une retraite amputée sous prétexte de « carrière incomplète ».
- C'est pénaliser les jeunes qui ont fait des études ou qui ont eu du mal à trouver un emploi stable.
- C'est pénaliser les femmes qui ont interrompu leur carrière pour élever les enfants.

Baisser le niveau des pensions ?

- Ce serait aggraver encore les conséquences des lois Balladur et Fillon qui ont instauré le calcul des pensions sur 20 années de carrière au lieu des 10 meilleures et qui ont organisé la perte de pouvoir d'achat par une revalorisation des retraites inférieure à l'évolution des salaires.
- Les pensions de la grande majorité des retraités sont aujourd'hui très faibles :
 - 53 % des retraités touchent moins de 1300 € par mois.
 - Avec une carrière complète d'ouvrier en doublage, on vit souvent en retraite avec 1000 à 1200 € par mois !
 - Ne parlons pas des carrières incomplètes, des temps partiels, ou des pensions de reversion pour les veuves : une misère !

Pas question de laisser faire !

Ne nous laissons pas « enfumer » !

1^{ère} idée fausse

Le patronat et le gouvernement affirment :
« Il y a trop de retraités par rapport au nombre de travailleurs en activité ! ».

➔ **Ils veulent faire croire que notre système de retraite, créé en 1945 dans une période de pénurie, serait impossible à garder aujourd'hui, dans un pays beaucoup plus développé ?**

La vraie question, c'est l'écart entre les richesses que l'on crée en tant que salarié, et celle que l'on consomme en tant que retraité.



Aujourd'hui, la productivité du travail est nettement supérieure à ce qu'elle était il y a 60 ans et elle continue d'augmenter plus vite que l'espérance de vie : Avec les progrès technologiques, on met toujours moins de temps pour produire un kilo de blé, une voiture, un téléphone....

➔ **On peut donc augmenter la part de richesses consacrée à notre protection sociale (sécu, retraite, etc..) sans mettre en cause le niveau de vie des travailleurs actifs.**

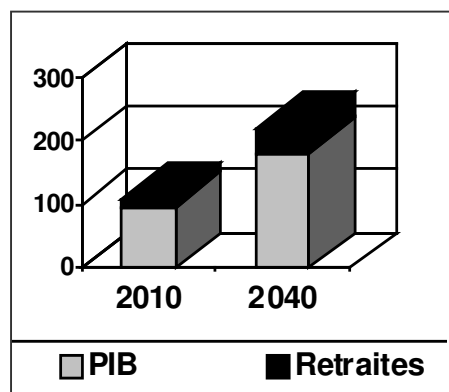
En chiffres

La France consacre aujourd'hui 13 % de ses richesses (Produit Intérieur Brut) aux retraites (niveau identique à celui de l'Allemagne).

Avec l'augmentation du nombre de retraités, il faudra passer à 18 % d'ici 2040.

Les économistes estiment que dans le même temps, le PIB sera multiplié par 2.

Il faudra donc consacrer aux retraites une part un peu plus importante d'un gâteau qui sera beaucoup plus gros.



La question posée est celle de la répartition des richesses créées grâce au travail de tous.

- ✓ Une part plus importante ira-t-elle à l'emploi, aux salaires et aux retraites ?
- ✓ Ou, comme c'est le cas depuis des années, une part toujours plus importante sera-t-elle accaparée pour la rémunération des actionnaires et la spéculation financière ?

➔ **Le gouvernement a trouvé des milliards pour les banquiers et les spéculateurs, et il n'y aurait pas un sou pour nos retraites ?**

Ensemble, exigeons un meilleur partage des richesses

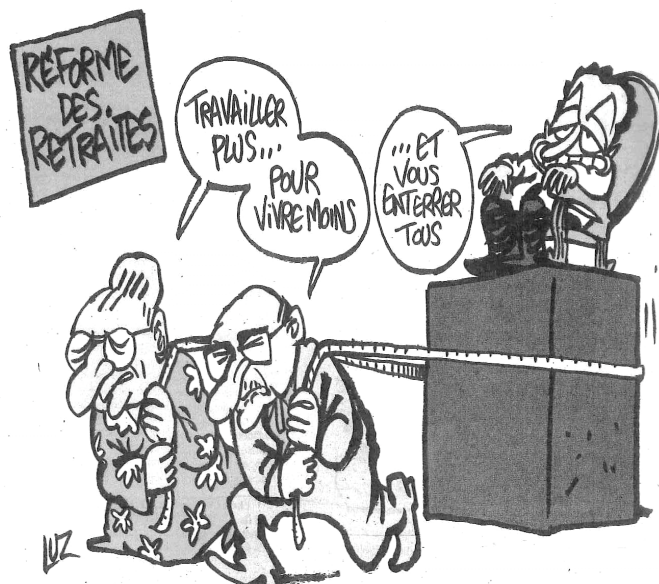
Ne nous laissons pas « enfumer » !

2^{ème} idée fausse

Le patronat et le gouvernement affirment : « On vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps ! »

Ils veulent transformer un progrès de civilisation et les progrès de la médecine en recul social !

➔ **Cela n'a pas de sens de garder les anciens au boulot quand les jeunes sont au chômage.**



3^{ème} idée fausse

Le patronat, et les forces politiques qui le soutiennent, affirment : « Les cotisations sociales sont trop élevées, ce sont des charges pour l'entreprise qui pénalisent l'emploi ».

Ils oublient de dire qu'une protection sociale de haut niveau soutient la consommation et la croissance : dans la crise actuelle, ce sont les pays où la protection sociale est la plus développée qui ont le mieux résisté.

Les vraies questions sont :

- Comment faire participer tous les revenus (et pas seulement les salaires) à la protection sociale ?
- Comment moduler les cotisations pour encourager une politique d'embauches ? Les 30 milliards actuels d'exonérations de cotisations patronales sur les bas salaires ne font que creuser les déficits et encourager le patronat dans sa politique actuelle de blocage des salaires.
- Comment faire participer les produits fabriqués à l'étranger à notre protection sociale pour ne pas encourager les délocalisations ?

En cassant le financement des retraites par répartition, patronat et gouvernement veulent ouvrir la porte aux retraites par capitalisation qui font le bonheur des banques et des assurances mais qui mènent les retraités à l'injustice et à la catastrophe, comme on vient de le voir avec l'effondrement des systèmes de retraites aux Etats Unis.

La CGT propose des solutions durables

- 1) **Garantir le droit à prendre sa retraite à 60 ans pour tous.** Bien entendu, un droit n'est pas une obligation. Mais pour que ce droit soit réel, il faut mettre fin à l'allongement de la durée des cotisations et prévoir des dispositifs de validation des années d'étude et de précarité.
- 2) **Instaurer un départ anticipé pour les métiers et horaires pénibles.** Ce ne serait que justice : un ouvrier vit en moyenne 7 ans de moins qu'un cadre, 9 ans de moins que le membre d'une profession libérale.
- 3) **Garantir une retraite d'au moins 75 % du salaire d'activité, avec un mini égal au SMIC.** Immédiatement, la CGT revendique une augmentation de 300 € de toutes les pensions, en rattrapage des pertes de pouvoir d'achat de ces dernières années.
- 4) **Assurer le financement des retraites**
 - Une contribution de tous les revenus (dividendes, stock-options, revenus financiers, marges sur les produits importés...).
 - Une autre politique pour l'emploi : 1 million d'emplois en plus, c'est 5 milliards d'euro de cotisations en plus.
 - Des cotisations patronales qui ne soient plus calculées sur les salaires versés, mais sur l'ensemble de la valeur ajoutée dans l'entreprise.

**Ensemble, dans l'unité intersyndicale,
salariés, retraités et demandeurs d'emploi,**

Faites-vous entendre

Le 1^{er} mai 2010

**Rassemblement à 10 heures devant la gare
de GUERET**

**Union départementale CGT 11, rue de Braconne 23000 guéret
Tel : 05.55.52.06.46**